

FEDERATION DES FINANCES CGT
DECLARATION LIMINAIRE CNAS DU 08/12/2016

Madame la présidente

L'année 2016 s'achève dans un contexte de plus en plus difficile pour les agents de ce ministère.

Nous connaissons des attaques de plus en plus violentes contre le monde du travail, les privés d'emplois, les retraités.

Les politiques économiques et l'austérité choisie par ce gouvernement loin de permettre de réduire les dettes publiques ont contribué à les creuser.

Les effectifs de la Fonction Publique vont encore baisser.

Le gel du point d'indice représente depuis 2010 une perte de plus 5,5% de sa valeur.

La perte du pouvoir d'achat pour les agents de la fonction Publique dépasse les 8%.

Les plus de 18000 suppressions d'emplois dans notre ministère en 8 ans sont catastrophiques pour les conditions de travail de nos collègues et pour l'accomplissement de nos missions.

Les fortes mobilisations de cette année que ce soit contre la Loi Travail ou contre les restructurations et les suppressions d'emplois qui pourrissent le quotidien des agents démontrent un malaise et un mal être que ni le directeur général, ni le ministre ne veulent admettre.

Aujourd'hui nous sommes réunis pour échanger entre autre sur le projet de budget de l'action sociale 2017.

Une fois de plus force est de constater que ce budget est en fort recul.

Et force est à nouveau de constater que ce budget est sans ambition.

Sans ambition en matière de restauration,

Sans ambition en matière de place de crèche

Sans ambition en matière de Protection sociale

Sans ambition en matière de vacances

Sans ambition en matière de Logement

Et je pourrai continuer comme cela longtemps.

S'agissant de la restauration, la fermeture de plusieurs petites structures pose problème.

S'agissant du tourisme, vacances enfants et vacances famille, il est nécessaire d'optimiser les centres par exemple pour des périodes bien précise en hébergeant des migrants.

S'agissant des logements et des crèches, les questionnaires qui ont été fait par les délégations ne permettent pas de recenser les besoins réels des agents sur tout le territoire, on pourrait utiliser d'autres vecteurs comme par exemple l'observatoire social pour avoir une vision plus complète des besoins.

Concernant la Protection Sociale nous pouvons vous dire que nous ne sommes pas du tout satisfait du cahier des charges qui est ressorti des groupes de travail.

Nous reviendrons sur tous ces points lors de la discussion qui va suivre.

Un point positif cependant, mais il a fallu le chercher, nous sommes malgré tout satisfait avec le fait de ne pas augmenter l'harmonisation tarifaire.

Je vous remercie.

